

Sur la proposition du Ministre flamand du Bien-être, de la Santé publique et de la Famille ;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'arrêté du Gouvernement flamand du 12 mai 2017 relatif à la méthode de calcul des subventions pour frais de personnel, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement flamand du 22 décembre 2017, il est inséré un article 20/2 libellé comme suit :

« Art. 20/2. § 1<sup>er</sup>. Par dérogation à l'article 6, 2° du présent arrêté, les points personnel relatifs au personnel statutaire du Département du Bien-être, de la Santé publique et de la Famille qui, en application de la partie X, titre VII, chapitre 1<sup>er</sup> de l'arrêté sur le statut du personnel flamand du 13 janvier 2006, sont employés à titre temporaire au MFC, asbl Wagenschot, à la suite des tâches rénovées des provinces, visées à l'article 2 du décret du 18 novembre 2016 portant attribution de tâches rénovées et financement modifié des provinces, n'entrent pas en considération pour le calcul du nombre de points personnel éligibles sur une base annuelle.

Par dérogation au premier alinéa, si un membre du personnel tel que visé au premier alinéa est absent pour cause de maladie ou d'accident du travail et qu'un remplacement est prévu, les points personnel relatifs au membre du personnel absent entrent en considération pour le calcul du nombre de points personnel éligibles sur une base annuelle, à partir du premier jour suivant une période de trente jours qui commence le premier jour de l'absence du membre du personnel visé au premier alinéa.

Si un membre du personnel tel que visé au premier alinéa est absent en raison d'un type d'absence légitime autre que celle visée au deuxième alinéa et qu'un remplacement est prévu, les points personnel du membre du personnel absent entrent en considération pour le calcul du nombre de points personnel éligibles sur une base annuelle, à partir du premier jour de l'absence du membre du personnel visé au premier alinéa.

§ 2. Pour la subvention des points personnel relatifs aux personnels contractuels transférés de la province de Flandre orientale au MFC, Wagenschot asbl, à la suite des tâches rénovées des provinces, visées à l'article 2 du décret du 18 novembre 2016 portant attribution de tâches rénovées et financement modifié des provinces, il sera tenu compte, le cas échéant, des accords prévus dans le protocole sur la reprise de MFC Heynsdaele par l'asbl Wagenschot - aspects relatifs au personnel et dispositions sur lesquelles la concertation et la négociation ont été conclues lors de la réunion du Comité supérieur de concertation et du Comité spécial de négociation du 18 avril 2017.

§ 3. L'agence transfère au Département du Bien-être, de la Santé publique et de la Famille, chargé du paiement des personnels visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa premier, les ressources nécessaires au paiement des coûts salariaux réels des personnels visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, conformément au statut du personnel flamand du 13 janvier 2006. ».

**Art. 2.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

**Art. 3.** Le ministre flamand ayant l'assistance aux personnes dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 20 juillet 2018.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

G. BOURGEOIS

Le Ministre flamand du Bien-Etre, de la Santé publique et de la Famille,

J. VANDEURZEN

## DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

### REGIERUNG DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[2018/204319]

#### 19. JULI 2018 — Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 22. Juni 2001 zur Festlegung der Bemessungsgrundlagen für Personalzuschüsse im Sozial- und Gesundheitsbereich

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 20, abgeändert durch das Gesetz vom 16. Juli 1993;

Aufgrund des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 über institutionelle Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft, Artikel 7;

Aufgrund des Dekretes vom 19. Mai 2008 über die Jugendhilfe und zur Umsetzung von Jugendschutzmaßnahmen, Artikel 25 § 1;

Aufgrund des Dekretes vom 16. Februar 2009 über die Dienste der häuslichen Hilfe, Artikel 10 § 1, ersetzt durch das Dekret vom 14. Februar 2011;

Aufgrund des Dekretes vom 31. März 2014 über die Kinderbetreuung, Artikel 12;

Aufgrund des Dekretes vom 13. Dezember 2016 zur Schaffung einer Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für selbstbestimmtes Leben, Artikel 14;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 22. Juni 2001 zur Festlegung der Bemessungsgrundlagen für Personalzuschüsse im Sozial- und Gesundheitsbereich;

Aufgrund des Gutachtens des Finanzinspektors vom 17. Juli 2018;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministerpräsidenten, zuständig für den Haushalt vom 19. Juli 2018;

Aufgrund der koordinierten Gesetze über den Staatsrat vom 12. Januar 1973, Artikel 3 § 1;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass die Dringlichkeit dadurch begründet ist, dass die vorliegenden Änderungen zum gleichen Zeitpunkt wie die Gesetzgebung zur Einführung des Amtes eines Kindergartenassistenten in Kraft treten muss, die zum 1. September 2018 vorgesehen ist, um dem Abgang von Kinderbetreuern von den Standorten der außerschulischen Betreuung hin zu den Kindergärten aufgrund bedeutender Gehaltsunterschiede und der einhergehenden Gefährdung der Aufrechterhaltung der Standorte entgegenzuwirken, sodass die Verabschiedung des vorliegenden Erlasses keinen Aufschub mehr duldet;

Auf Vorschlag des Ministers für Soziales;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Im Anhang 1 des Erlasses der Regierung vom 22. Juni 2001 zur Festlegung der Bemessungsgrundlagen für Personalzuschüsse im Sozial- und Gesundheitsbereich, ersetzt durch den Erlass der Regierung vom 8. Dezember 2016 wird die Tabelle Nummer 8 durch nachfolgende Tabelle Nummer 8 ersetzt:

8	
Kinderbetreuer Kindergartenassistent Familien- Seniorenhelfer Erzieher Klasse II B und A	
Inhaber eines Diploms oder einer Bescheinigung, die aufgrund der jeweils anwendbaren Gesetzgebung die Ausübung dieser Funktionen erlaubt	
DA *	Basisbruttolohn
0	16.337,89
1	16.468,03
2	16.771,03
3	16.813,75
4	17.448,23
5	17.448,23
6	17.958,92
7	17.958,92
8	18.469,61
9	18.469,61
10	18.980,30
11	18.980,30
12	19.490,99
13	19.490,99
14	20.001,68
15	20.001,68
16	20.512,37
17	20.512,37
18	21.023,06
19	21.023,06
20	21.533,75
21	21.533,75
22	22.044,44
23	22.044,44
24	22.555,13
25	22.555,13
26	23.065,82
27	23.065,82
28	23.576,51
29	23.576,51
30	24.087,30
31	24.087,30

**Art. 2** - Im Anhang I desselben Erlasses der Regierung, ersetzt durch den Erlass der Regierung vom 8. Dezember 2016 werden die Tabellen Nummern 9 und 10 aufgehoben.

**Art. 3** - Vorliegender Erlass tritt am 1. September 2018 in Kraft.

**Art. 4** - Der für Soziales zuständige Minister wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.  
Eupen, den 19. Juli 2018

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft:  
Der Ministerpräsident  
O. PAASCH  
Der Minister für Familie, Gesundheit und Soziales  
A. ANTONIADIS

**GOVERNEMENT DE LA COMMUNAUTE GERMANOPHONE**

[2018/204319]

**19 JUILLET 2018. — Arrêté du Gouvernement modifiant l'arrêté du Gouvernement du 22 juin 2001 fixant les bases de calcul en ce qui concerne la subsidiation des frais de personnel dans les secteurs des affaires sociales et de la santé**

Le Gouvernement de la Communauté germanophone,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 20, modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, l'article 7;

Vu le décret du 19 mai 2008 relatif à l'aide à la jeunesse et visant la mise en œuvre de mesures de protection de la jeunesse, l'article 25, § 1<sup>er</sup>;

Vu le décret du 16 février 2009 concernant les services d'aide à domicile, l'article 10, § 1<sup>er</sup>, remplacé par le décret du 14 février 2011;

Vu le décret du 31 mars 2014 relatif à l'accueil d'enfants, l'article 12;

Vu le décret du 13 décembre 2016 portant création d'un Office de la Communauté germanophone pour une vie autodéterminée, l'article 14;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 22 juin 2001 fixant les bases de calcul en ce qui concerne la subsidiation des frais de personnel dans les secteurs des affaires sociales et de la santé;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 17 juillet 2018;

Vu l'accord du Ministre-Président, compétent en matière de Budget, donné le 19 juillet 2018;

Vu les lois coordonnées sur le Conseil d'État du 12 janvier 1973, l'article 3, § 1<sup>er</sup>;

Vu l'urgence;

Considérant que l'urgence est motivée par le fait que les présentes modifications doivent entrer en vigueur en même temps que la législation créant la fonction d'assistant en maternelle - dont l'entrée en vigueur est prévue pour le 1<sup>er</sup> septembre 2018 - afin d'éviter le départ de gardes d'enfants des lieux d'accueil extrascolaire vers les écoles maternelles en raison de différences de traitement significatives et le risque induit concernant le maintien de ces lieux d'accueil, de sorte que l'adoption du présent arrêté ne souffre plus aucun délai;

Sur la proposition du Ministre compétent en matière d'Affaires sociales;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>** - Dans l'annexe I<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement du 22 juin 2001 fixant les bases de calcul en ce qui concerne la subsidiation des frais de personnel dans les secteurs des affaires sociales et de la santé, remplacée par l'arrêté du Gouvernement du 8 décembre 2016, le tableau 8 est remplacé par le suivant :

8	
Garde d'enfants Assistant en maternelle Aide familiale et seniors (h/f) Éducateur classe II B et A	
Porteurs d'un diplôme ou d'une attestation qui autorise l'exercice de ces fonctions en vertu de la législation respectivement applicable	
A.S.*	Salaire brut de base
0	16 337,89
1	16 468,03
2	16 771,03
3	16 813,75
4	17 448,23
5	17 448,23
6	17 958,92
7	17 958,92
8	18 469,61
9	18 469,61
10	18 980,30
11	18 980,30
12	19 490,99

8	
Garde d'enfants Assistant en maternelle Aide familiale et seniors (h/f) Éducateur classe II B et A	
Porteurs d'un diplôme ou d'une attestation qui autorise l'exercice de ces fonctions en vertu de la législation respectivement applicable	
A.S.*	Salaire brut de base
13	19 490,99
14	20 001,68
15	20 001,68
16	20 512,37
17	20 512,37
18	21 023,06
19	21 023,06
20	21 533,75
21	21 533,75
22	22 044,44
23	22 044,44
24	22 555,13
25	22 555,13
26	23 065,82
27	23 065,82
28	23 576,51
29	23 576,51
30	24 087,30
31	24 087,30

**Art. 2** - Dans l'annexe I<sup>e</sup> du même arrêté du Gouvernement, remplacée par l'arrêté du Gouvernement du 8 décembre 2016, les tableaux 9 et 10 sont abrogés.

**Art. 3** - Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2018.

**Art. 4** - Le Ministre compétent en matière d'Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.  
Eupen, le 19 juillet 2018.

Pour le Gouvernement de la Communauté germanophone :  
Le Ministre-Président,  
O. PAASCH  
Le Ministre de la Famille, de la Santé et des Affaires sociales,  
A. ANTONIADIS

#### REGERING VAN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

[2018/204319]

**19 JULI 2018.** — **Besluit van de Regering tot wijziging van het besluit van de Regering van 22 juni 2001 tot vaststelling van de berekeningsgrondslagen voor de subsidiëring van de personeelskosten in de sectoren "sociale aangelegenheden" en "gezondheid"**

De Regering van de Duitstalige Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 20, gewijzigd bij de wet van 16 juli 1993;

Gelet op de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, artikel 7;

Gelet op het decreet van 19 mei 2008 over de jeugdbijstand en houdende omzetting van maatregelen inzake jeugdbescherming, artikel 25, § 1;

Gelet op het decreet van 16 februari 2009 betreffende de thuishulpdiensten, artikel 10, § 1, vervangen bij het decreet van 14 februari 2011;

Gelet op het decreet van 31 maart 2014 betreffende de kinderopvang, artikel 12;

Gelet op het decreet van 13 december 2016 tot oprichting van een dienst van de Duitstalige Gemeenschap voor zelfbeschikkend leven, artikel 14;

Gelet op het besluit van de Regering van 22 juni 2001 tot vaststelling van de berekeningsgrondslagen voor de subsidiëring van de personeelskosten in de sectoren "sociale aangelegenheden" en "gezondheid";

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 17 juli 2018;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister-President, bevoegd voor Begroting, d.d. 19 juli 2018;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, artikel 3, § 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de dringende noodzakelijkheid gewettigd is door de omstandigheid dat de onderhavige wijzigingen in werking moeten treden op de datum van inwerkingtreding van het decreet tot invoering van het ambt van kleuterschoolassistent, namelijk 1 september 2018, om te voorkomen dat kinderbegeleiders uit de locaties voor buitenschoolse opvang omwille van de grote salarisverschillen overstappen naar de kleuterscholen en om te voorkomen dat de werking van de locaties voor buitenschoolse opvang daardoor in het gedrang komt; dat dit besluit dus zo snel mogelijk moet worden aangenomen;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Aangelegenheden;

Na beraadslaging,

Besluit:

**Artikel 1** - In bijlage 1 van het besluit van de Regering van 22 juni 2001 tot vaststelling van de berekeningsgrondslagen voor de subsidiëring van de personeelskosten in de sectoren "sociale aangelegenheden" en "gezondheid", vervangen bij het besluit de Regering van 8 december 2016, wordt tabel 8 vervangen als volgt:

8	
Kinderbegeleider Kleuterschoolassistent Gezins- en bejaardenhelp(st)er Opvoeder klasse II B en A	
Houder van een diploma of een attest dat de uitoefening van die functies toestaat op basis van de respectieve toepasselijke wetgeving	
DA *	Brutobasisloon
0	16.337,89
1	16.468,03
2	16.771,03
3	16.813,75
4	17.448,23
5	17.448,23
6	17.958,92
7	17.958,92
8	18.469,61
9	18.469,61
10	18.980,30
11	18.980,30
12	19.490,99
13	19.490,99
14	20.001,68
15	20.001,68
16	20.512,37
17	20.512,37
18	21.023,06
19	21.023,06
20	21.533,75
21	21.533,75
22	22.044,44
23	22.044,44
24	22.555,13
25	22.555,13
26	23.065,82
27	23.065,82
28	23.576,51
29	23.576,51
30	24.087,30
31	24.087,30

**Art. 2** - In bijlage 1 van hetzelfde besluit van de Regering, vervangen bij het besluit van de Regering van 8 december 2016, worden tabel 9 en tabel 10 opgeheven.